

# Compte rendu

du petit-déjeuner partagé par les membres  
d'Eurodéfense-France avec  
Son Excellence Chakib Benmoussa  
Ambassadeur du Roi du Maroc en France  
le 17 mars 2015

Après l'accueil et les présentations d'usage, le **général Perruche**, président d'Eurodéfense-France invite l'ambassadeur à développer le thème de l'importance des relations euro-marocaines dans le contexte d'une situation sécuritaire qui a tendance à se dégrader, en rappelant la vigueur de la relation franco-marocaine dans son environnement méditerranéen.

**Mr l'ambassadeur Benmoussa**, dans son introduction, met d'emblée l'accent sur la place centrale qu'occupe le Maroc dans les relations entre l'Europe et l'Afrique, face aux changements régionaux qu'il constate.

Pour lui, la situation actuelle est marquée par une dégradation de la sécurité dans la région sahélo saharienne. Un arc de crise se développe entre le Sahel et la Mer Rouge; il prend appui sur des organisations terroristes de plus en plus organisées et vivaces, de mieux en mieux financées par des trafics de toute nature (armes, êtres humains, drogue, etc.) et qui prospèrent pour plusieurs raisons.

Il y a d'abord des zones de non droit, dues à des problèmes territoriaux ou ethniques non réglés. Il y a aussi la convergence des réseaux terroristes qui travaillent ensemble et se renforcent mutuellement.

Il y a également l'idéologie religieuse qui prétend représenter l'Islam et autour de laquelle s'agrègent des populations qui se sentent délaissées suite à des questions identitaires non réglées, à des interventions étrangères mal perçues et au sentiment amer d'être les laissées pour compte du développement.

C'est enfin, précisément, cette réalité économique régionalement peu favorable, due aux effets combinés des changements climatiques, d'une démographie non maîtrisée et d'un développement inégalement réparti, qui influe sur le climat sécuritaire. L'Afrique est certes un continent plein de promesses, mais la réalité révèle qu'elles sont très diverses et très inégales.

On est donc face à des tendances qui génèrent des risques. Les Etats, face à cela sont très fragiles en raison de territoires très vastes et sous-peuplés, du manque de moyens de toute nature, du lien social dégradé et du sentiment d'abandon de populations qui vont développer des liaisons conjoncturelles aléatoires et parfois très dangereuses en matière de sécurité. Quand l'adhésion de la population d'un pays donné n'est pas acquise à son gouvernement, immanquablement les difficultés

surgissent. Les structures terroristes y trouvent un terrain et un terreau favorables. Elles se renforcent et deviennent de plus en plus transnationales, en utilisant souvent, le vecteur fallacieux d'un Islam dégradé. Les exemples sont nombreux : ainsi, en Algérie, le GIA est devenu GPSC, puis AQMI, passant d'un 'statut' national à une identité transnationale. Et quand le dévolu est porté sur des Etats désemparés ou faillis (comme la Libye), cela devient explosif.

Cela a bien sûr des conséquences sur le Maroc mais aussi sur l'Europe, notamment en termes de trafics (drogue, armes etc.), d'immigration et finalement de sécurité.

Quelles réponses peut-on apporter dans ce contexte d'insécurité transnationale et transcontinentale ?

Une réponse transnationale s'impose, à l'évidence, mais elle a du mal à se développer et cela pour une raison précise: la mauvaise relation entre l'Algérie et le Maroc qui prend sa source dans deux dossiers: celui du Mali dont Alger prétend faire sa chasse gardée, et celui du Sahara occidental. Il en résulte que le Maghreb en tant qu'entité politique régionale n'existe pas et que cela cause un sérieux manque à gagner pour les populations, évaluées à 3,8% du PIB (environ 4 milliards de dollars) pour le Maroc et de 4,8% pour l'Algérie.

Le Maroc prend acte de cette situation et, tout en se développant difficilement dans l'Est marocain, marque ses efforts au Nord, au Sud et à l'Ouest. Le Maroc joue sur la verticalité des relations entre l'Europe et l'Afrique. Quatorze kilomètres séparent le Maroc de l'Europe. Le détroit de Gibraltar est le lieu de passage d'un trafic maritime très dense qui commande la Méditerranée. Mais la côte atlantique n'est pas moins stratégique. Les deux font du Royaume une zone géostratégique de première importance tant pour l'Afrique que pour l'Europe.

Cette verticalité est également culturelle et historique (l'exposition récente au Louvre sur le Maroc médiéval du XIIème au XVème siècles le prouve) ne laissant pas de doute à cet égard. En quelque sorte, le Maroc *est un arbre dont le feuillage se trouve en Europe et dont les racines plongent en Afrique.*

De ce fait un accord d'association a été signé avec **l'Union Européenne** à la fin des années 90, et un statut 'avancé' a été accordé au Maroc qui envisage un accord plus large de libre échange, sachant que de multiples conventions sont couramment signées dans les domaines les plus divers (dont bien sûr la pêche).

Il y a une excellente compréhension avec l'UE car il y a convergence d'intérêt sur beaucoup de points, dont le domaine stratégique, ne serait-ce qu'en matière de migrations. Cette question a mobilisé les énergies des deux côtés de la Méditerranée et a porté ses fruits. Le couplage entre sécurité et développement permet de résoudre la plus grande partie du problème. De son côté le Maroc a pris la décision de régulariser la situation de 18.000 émigrés. Il est entrain d'adopter une législation très ferme contre la traite des êtres humains. Le faible nombre de migrants quittant le Maroc pour les côtes européennes montre qu'en responsabilité partagée (notamment entre l'Espagne et le Maroc), on peut atteindre des résultats.

Quant à la politique africaine du Maroc, elle se déploie dans trois domaines, politique (sécurité, souveraineté), culturelle et religieuse, économique.

*En matière de politique de sécurité*, le Maroc participe à des missions de maintien de la paix sur tout le continent africain (Centre Afrique, RDC, Côte d'Ivoire, Mali.). Il a développé également des relations bilatérales pour faciliter la coopération interrégionale, notamment avec la CEDEAO, mais aussi pour marquer sa solidarité dans les cas de catastrophes naturelles.

*En matière culturelle et cultuelle*, le Maroc soutient un Islam de tolérance qui a des prolongements historiques en Afrique (confréries, Zaouïas). Le statut de Commandeur des Croyants du Souverain est reconnu bien au delà des frontières du royaume. Un lien transcendant est maintenu et entretenu par des actions concrètes (construction de mosquées, formation d'imams, échanges). Mais sur le plan culturel il y a également une forte demande d'étudiants africains pour venir étudier au Maroc.

*Quant au volet économique*, il se présente sous les traits de gros projets endogènes. Mais la classe moyenne qui se développe et se renforce en Afrique a des exigences dont la satisfaction est un moteur de développement. Le Maroc a également annulé la dette des pays les plus pauvres. Les investissements privés se sont développés dans plusieurs secteurs (banques dans une quarantaine de pays, télécommunications, aéronautique, assurances, logement). Plusieurs projets tripartites (avec les Etats intéressés et la France) ont aussi vu le jour.

En conclusion, le Maroc dispose, en la personne de son souverain, d'un leadership clair, qui privilégie le temps long et qui laisse la main aux acteurs. Le pays a choisi de se réformer et de préparer le Maroc de demain dans la stabilité et la sécurité. Cela en fait un partenaire stable, fiable, durable et sûr, capable de faire face aux fléaux dénoncés plus haut.

## QUESTIONS DE LA SALLE

### **Général Perruche :**

- 1-Quel est l'état des relations entre le Maroc et l'Union africaine ?
- 2-Origine et statut du froid récent dans les relations franco-marocaines ?
- 3-Evolution de la situation en Libye (conférence en cours au Maroc) ?

### **Ambassadeur CB :**

- 1- Le Maroc a fondé l'OUA, qui a précédé l'Union Africaine et dont la première réunion a eu lieu à Casablanca. Mais il l'a quittée quand cette organisation, au cours des négociations sur l'avenir du Sahara Occidental a admis en son sein la

'République Arabe Sahraouie Démocratique', une fiction d'Etat sans territoire et sans reconnaissance par les Nations Unies. Le Maroc a alors considéré que l'OUA avait dérogé au principe de neutralité; il l'a donc quittée. Mais, pour autant, le Royaume n'a jamais été aussi présent et actif en Afrique qu'aujourd'hui. Il reste néanmoins quelques pays, au sein de l'OUA, pour s'opposer à son retour.

2- Le froid dans les relations entre le Maroc et la France a été très conjoncturel et provient de plusieurs incidents. Le plus sérieux a concerné deux personnes qui, condamnées au Maroc pour escroquerie, s'étaient réfugiées en France. La coopération judiciaire entre nos deux pays a dysfonctionné alors que jusque là les échanges d'information se passaient bien. Ces incidents, de nature judiciaire et protocolaire, ont été réglés au plus haut niveau par la signature récente d'un accord/convention sur la coopération judiciaire entre les deux gouvernements amis. On souhaite à présent approfondir ces relations dans le contexte changeant que nous connaissons. Cette crise aura donc, finalement, été utile (même si l'on aurait pu en faire l'économie).

3- Au sujet de la Libye, notre constat est le même que le vôtre. Il n'y a plus d'Etat et le pays est en plein chaos. La réponse à cette situation ne peut être que politique (ONU). C'est dans ce sens que le Maroc, qui n'est pas directement affecté par cette situation, apporte en ce moment sa contribution en réunissant les parties prenantes au conflit interne.

### **Général Novacq**

1-Quelle est l'importance des forces de sécurité au Maroc ?

2- Quid des enclaves espagnoles ?

### **Ambassadeur Benmoussa**

1- Le Maroc a développé les moyens de sécurité adaptés pour assurer la sécurité de la population. Mais c'est essentiellement le soutien de la population à la politique de développement et le développement lui-même qui sont les garants de sa sécurité. Il y a de vastes zones frontalières et maritimes à protéger et les moyens adaptés y pourvoient.

2- Le Maroc maintient sa revendication sur les enclaves espagnoles. C'est un différend qui existe et persiste entre l'Espagne et le Maroc, ce qui n'empêche nullement les deux pays de collaborer dans tous les domaines, tant dans celui du développement que dans celui de la protection des frontières et de l'immigration. Cette question sera réglée par la négociation.

## **Ingénieur Général Henri Martre**

Où en est la coopération entre la France et le Maroc en matière d'investissement industriel ?

## **Ambassadeur Benmoussa**

La France est passée en seconde position derrière l'Espagne en tant que 'fournisseur'. Mais la France a des avantages que n'ont pas d'autres concurrents, notamment celui de bien connaître le Maroc et celui de partager une langue. Par ailleurs, il serait certainement très intéressant pour votre pays de constituer avec le Maroc une zone de développement industriel commune pour accroître la compétitivité de vos entreprises à l'assaut du marché mondial. C'est d'ailleurs déjà le cas pour Renault et l'aéronautique, mais aussi dans d'autres domaines. Cela contribuerait à créer des emplois tant au Maroc qu'en France.

## **Mr. Jean-Didier Blanchet**

- 1- Quel est l'état de vos relations avec l'Algérie ?
- 2- Quel regard portez-vous sur l'évolution de la Tunisie ?

## **Ambassadeur Benmoussa**

1- Il n'y a malheureusement pas d'amélioration dans nos rapports avec l'Algérie. Les frontières terrestres demeurent fermées. C'est le statu quo. Le contexte interne de nos voisins explique la virulence diplomatique dont ils font preuve à l'extérieur. Les conditions pour avancer vers une normalisation de nos relations et le règlement des questions pendantes entre nous *ne sont pas réunies pour le moment*.

2- Avec la Tunisie, le processus de normalisation est soutenu par le Roi, qui s'est rendu sur place. Ce pays, du fait de sa situation géostratégique, est conjoncturellement dans une posture difficile. En revanche la poursuite des réformes démocratiques est bien engagée et doit être encouragée et aidée.

## **Général Faupin**

Quel est le rôle du CESE que vous avez mis sur pied et dirigé au Maroc entre 2011 et 2013, par rapport à son homonyme français ?

## **Ambassadeur Benmoussa**

Le Conseil Economique, Social et Environnemental marocain entretient des relations cordiales avec son homologue français, mais sa création récente répond à un besoin différent et en fait un outil de consultation important de la société civile

et de la population en général dans toutes ses composantes. Il n'existait pas au Maroc de forum dans lequel pouvait s'exprimer la société civile. Il n'y avait pas non plus de tradition, comme chez vous, de missions d'études mandatées par l'exécutif et/ou le législatif, suivies de rapports et de recommandations sur une grande variété de sujets. Notre CESE répond à ce besoin. Il recueille des réponses qui traduisent les différents sentiments et les attentes de la population. Ses rapports sont régulièrement publiés et le gouvernement tient le plus grand compte de ses avis et de ses recommandations, et il le dit.

C'est une voie privilégiée de dialogue et le fait que le public ait pu constater la prise en compte pratique de certaines de ses recommandations en fait dès lors une institution respectée.

### **Général Favin-Lévêque**

Que pensez-vous de l'Islam *en* France et d'un Islam *de* France ?

### **Ambassadeur Benmoussa**

C'est une vaste question. Le Maroc prône un Islam de modération et d'ouverture. L'Islam qu'il pratique est compatible avec les valeurs de la république. Notre pays a une longue expérience dans ce domaine, notamment en Afrique de l'Ouest et notamment pour la formation des responsables religieux. Le Royaume a une logique de maintien du lien religieux avec ses ressortissants expatriés : il l'entretient et le renforce. La communauté marocaine en France est bien intégrée et s'il y a comme partout des exceptions, elles sont mineures.

Ce n'est pas l'Islam qui constitue un problème, mais ceux qui l'instrumentalisent à leur manière, au point de le rendre méconnaissable. L'identité nationale marocaine a de multiples composantes confessionnelles et ethniques, andalouse, arabo-musulmane, sahraouie, hébraïque, ce qui montre bien le niveau de tolérance de la société marocaine. La remise récente d'une haute distinction chérifienne aux trois représentants des cultes catholique, musulman et israélite à Evry, montre assez notre attachement à cet esprit de tolérance dans le 'vivre ensemble'.

### **Général Perruche**

En conclusion, pouvez-vous qualifier la menace prioritaire ressentie par le Maroc ?

## **Ambassadeur Benmoussa**

C'est la menace terroriste.

La présence au Moyen-Orient dans les rangs djihadistes de jeunes marocains, comme la présence et l'activité sur notre territoire de cellules de recrutement nous préoccupent au plus haut point. Cela implique une vigilance permanente et nécessite une anticipation, pour lesquelles la coopération régionale et internationale est indispensable.

FIN